



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -156,907 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2024 s'élève à -156,907 Md€ contre -168,492 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+11,584 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 0,126 Md€ et une hausse des recettes nettes de 10,969 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,490 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 276,795 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 7,319 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (7,280 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,063 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,053 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,201 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 6,394 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (5,133 Md€) ;

► **Mission Défense** : 6,207 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (2,415 Md€), « Equipement des forces » (2,195 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,441 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2024 s'élèvent à 276,795 Md€ contre 276,921 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,126 Md€) résulte essentiellement de la baisse des charges de la dette de l'Etat pour -5,895 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -5,451 Md€, en raison de moindres abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" par rapport à 2023) et des dépenses d'intervention pour -5,393 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour

► **Mission Travail et emploi** : 4,673 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (3,858 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,274 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,156 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,128 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,908 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,715 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,210 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,116 Md€).

-10,078 Md€, principalement la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Investir pour la France de 2030" pour +1,933 Md€ et "Travail et emploi" pour +1,892 Md€, hausses prévues en LFI, ainsi que de la hausse des dépenses de personnel pour +6,649 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses de fonctionnement pour +3,618 Md€ (écart principalement lié à la mission "Défense" pour +2,649 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits) et des dépenses d'investissement pour +1,356 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +1,248 Md€, hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 147,189 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 8,739 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 6,265 Md€, dont 2,423 Md€ de droits de mutation à titre gratuit, 1,484 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel - TICGN et de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité - TICFE) et 1,061 Md€ de contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,929 Md€, dont 1,133 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,185 Md€ ;

► **IS net** : -1,597 Md€ (montant principalement lié à des R&D à hauteur de 2,870 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,816 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,796 Md€, dont -2,032 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -1,053 Md€ au titre du FCTVA ;

► **IR net** : -5,394 Md€ (montant lié à des R&D à hauteur de 14,874 Md€, principalement des remboursements de trop perçus dans le cadre du prélèvement à la source effectué en 2023, pour un montant de recettes brutes de 9,480 Md€).



Recettes fiscales (nettes) : 166,236 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2024 s'élèvent à 166,236 Md€ contre 166,767 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,531 Md€) s'explique essentiellement par une baisse des recettes de TVA nette pour -1,492 Md€ (écart principalement lié à une

augmentation des R&D à hauteur de 2,137 Md€, hausse prévue en LFI) et par une hausse des autres recettes fiscales nettes (hors IR, IS, TICPE et TVA) pour +1,016 Md€ (écart lié à une augmentation des recettes fiscales brutes de 1,850 Md€, principalement la TICFE, et des R&D à hauteur de 0,834 Md€).

Recettes non fiscales : 16,407 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2024 s'élèvent à 16,407 Md€ contre 8,115 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,292 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour 7,483 Md€ comptabilisés en juin 2024, mais intervenus au mois de décembre en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -39,693 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2024 s'élèvent à -39,693 Md€ contre -42,022 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,329 Md€) s'explique

essentiellement par de moindres PSR de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,030 Md€, baisse prévue en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 4,238 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin juillet 2024 s'élèvent à 4,238 Md€ contre 3,360 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,878 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de SNCF SA pour 0,925 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -27,301 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 12,232 Md€ et des recettes pour 6,976 Md€ (dont 4,098 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,687 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 7,796 Md€ (dont 6,053 Md€ au titre du paiement de la charge d'indexation du capital et des intérêts des OAT indexées sur l'inflation européenne) et des recettes pour 7,647 Md€ (dont 7,310 Md€ d'abondements par le budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2024 s'élève à -27,301 Md€ contre -27,790 Md€ à fin juillet 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,490 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » constate des dépenses pour 7,116 Md€ (dont le versement d'une dotation en capital au profit de la Caisse de la dette publique pour 6,475 Md€ au titre de l'amortissement de la dette liée à la Covid-19).

comptes d'affectation spéciale de +0,583 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +1,480 Md€, amélioration du solde prévue en LFI, et le compte « Pensions » pour -0,797 Md€, dégradation du solde prévue en LFI).

Dettes financières de l'Etat au 31 juillet 2024 : 2 601,233 Md€

La dette financière est en augmentation de 139,882 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +112,790 Md€

et des BTF pour +29,823 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,731 Md€).



	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-53 437	-156 907	-168 492	-168 993	11 584
Dépenses du budget général (nettes)	46 225	276 795	276 921	277 222	-126
Recettes du budget général (nettes)	5 191	147 189	136 220	136 020	10 969
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	-5 394	37 064	36 964	36 964	100
- IS *	-1 597	26 541	25 986	25 986	555
- TICPE	1 185	8 900	9 610	9 663	-710
- TVA	8 739	57 809	59 302	59 055	-1 492
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-12 404	-27 301	-27 790	-27 790	490

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	4 417	159 275
Dette financière de l'Etat	11 852	2 601 233

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 799	89 606	82 957	82 966	6 649
Dépenses de fonctionnement	11 066	53 397	49 778	49 746	3 618
Charges de la dette de l'Etat	7 310	34 854	40 749	40 749	-5 895
Dépenses d'investissement	2 650	12 887	11 532	11 571	1 356
Dépenses d'intervention	12 239	83 507	88 900	89 185	-5 393
Dépenses d'opérations financières	162	1 406	1 928	1 928	-522
Total des dépenses (nettes) (I)	46 225	276 795	276 921	277 222	-126
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	9 916	166 236	166 767	166 573	-531
Recettes non fiscales	1 385	16 407	8 115	8 115	8 292
Prélèvements sur recettes	-6 613	-39 693	-42 022	-42 028	2 329
Fonds de concours et attributions de produits	503	4 238	3 360	3 360	878
Total des recettes (nettes) (II)	5 191	147 189	136 220	136 020	10 969
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	11 804	186 881	178 242	178 048	8 640
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-41 034	-129 606	-140 701	-141 202	11 095
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-7 147	-1 013	-1 596	-1 596	583
Solde des comptes de concours financiers	-5 184	-26 365	-26 731	-26 731	366
Solde des comptes de commerce	-99	29	481	481	-452
Solde des comptes d'opérations monétaires	-45	-370	749	749	-1 119
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-12 404	-27 301	-27 790	-27 790	490
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-53 437	-156 907	-168 492	-168 993	11 584



	Mois	Cumul à fin juillet			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 799	89 606	82 957	82 966	6 649
Rémunérations d'activité	7 418	52 435	47 927	47 933	4 508
Cotisations et contributions sociales	5 315	36 430	34 363	34 366	2 067
Prestations sociales et allocations diverses	66	741	667	667	74
AUTRES TITRES	33 426	187 189	193 964	194 256	-6 775
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	11 066	53 397	49 778	49 746	3 618
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 629	28 375	25 392	25 360	2 982
Subventions pour charges de service public	7 437	25 022	24 386	24 385	636
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	7 310	34 854	40 749	40 749	-5 895
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	7 310	34 854	40 749	40 749	-5 895
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 650	12 887	11 532	11 571	1 356
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	2 153	9 705	8 551	8 559	1 154
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	498	3 183	2 981	3 012	201
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 239	83 507	88 900	89 185	-5 393
Transferts aux ménages	4 222	35 363	35 931	35 918	-567
Transferts aux entreprises	3 640	21 162	26 608	26 608	-5 447
Transferts aux collectivités territoriales	1 571	9 174	8 850	9 060	323
Transferts aux autres collectivités	2 796	16 817	16 517	16 606	300
Appels en garantie	9	991	993	993	-2
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	162	1 406	1 928	1 928	-522
Prêts et avances	0	1	19	19	-17
Dotations en fonds propres	162	588	650	650	-61
Dépenses de participations financières	0	817	1 260	1 260	-444
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	46 225	276 795	276 921	277 222	-126



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2024		Cumul à fin juillet 2023 retraité	Cumul à fin juillet 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	246	238	2 126	1 908	1 678	1 676	230
Action de la France en Europe et dans le monde	150	149	1 212	1 123	1 029	1 030	93
Diplomatie culturelle et d'influence	67	59	669	552	405	405	147
Français à l'étranger et affaires consulaires	29	30	245	234	244	241	-10
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	373	411	3 358	2 551	2 492	2 645	59
Administration territoriale de l'Etat	208	223	1 467	1 501	1 469	1 463	32
Vie politique	29	19	146	108	153	149	-45
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	136	168	1 745	942	870	1 034	72
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	367	156	2 235	1 905	1 906	1 914	-2
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	230	38	1 116	884	828	827	56
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	81	64	414	361	368	367	-6
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	55	54	350	342	320	329	22
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	355	318	391	391	-73
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	-1	0	1
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	586	645	3 334	3 216	3 668	3 668	-452
Aide économique et financière au développement	71	64	1 426	1 128	1 499	1 499	-371
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	150	150	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	516	581	1 758	1 939	2 019	2 019	-80
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	217	254	1 531	1 490	1 289	1 289	202
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	217	254	1 454	1 418	1 215	1 215	202
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	73	74	74	-1
COHESION DES TERRITOIRES	738	2 274	16 595	11 920	11 639	11 639	281
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	386	355	1 932	1 495	1 317	1 316	178
Aide à l'accès au logement	0	1 653	13 223	9 109	9 139	9 139	-30
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	203	76	858	769	705	706	64
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	59	36	225	188	156	155	32
Politique de la ville	84	142	318	283	245	245	39
Interventions territoriales de l'Etat	6	13	39	76	78	78	-2
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	63	69	495	520	468	461	52
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	40	46	303	329	286	279	43
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	23	23	147	147	138	138	9
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	333	482	3 117	2 402	2 093	2 108	309
Patrimoines	93	162	1 141	663	568	567	95
Création	78	156	846	754	632	643	122
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	68	78	628	502	440	444	62
Soutien aux politiques du ministère de la culture	94	85	501	483	452	453	31
DEFENSE	5 698	6 207	33 388	38 650	33 554	33 569	5 096
Environnement et prospective de la politique de défense	50	156	1 859	1 272	1 264	1 265	8
Préparation et emploi des forces	1 133	1 441	9 036	10 060	7 545	7 553	2 515
Soutien de la politique de la défense	2 370	2 415	15 079	15 220	13 863	13 869	1 357
Equippedement des forces	2 145	2 195	7 413	12 098	10 882	10 882	1 215
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	85	79	625	555	511	487	44
Coordination du travail gouvernemental	79	73	531	471	432	408	39
Protection des droits et libertés	6	6	93	84	79	79	4
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 227	1 715	16 289	13 432	23 609	23 623	-10 177
Infrastructures et services de transports	345	628	5 897	5 642	5 231	5 235	411
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	26	22	189	144	161	159	-17
Paysages, eau et biodiversité	53	29	305	203	149	151	55
Expertise, information géographique et météorologie	2	149	461	458	444	445	15
Prévention des risques	35	51	1 083	686	534	535	152
Energie, climat et après-mines	296	416	3 107	2 582	3 712	3 715	-1 130
Service public de l'énergie	924	111	2 601	1 676	11 080	11 080	-9 404
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	230	261	1 871	1 871	1 781	1 786	90
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	443	443	-443
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	317	50	775	169	74	74	95



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2024		Cumul à fin juillet 2023 retraité	Cumul à fin juillet 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	236	261	3 693	3 230	2 382	2 357	847
Développement des entreprises et régulations	179	135	2 788	2 301	1 769	1 768	531
Plan "France Très haut débit"	0	42	55	194	-127	-151	321
Statistiques et études économiques	35	37	275	279	268	268	11
Stratégies économiques	23	46	574	457	472	472	-16
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	7 441	7 319	36 120	42 540	48 131	48 131	-5 591
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	7 280	7 280	34 461	34 461	40 305	40 305	-5 845
Appels en garantie de l'Etat	143	9	1 200	1 066	1 109	1 109	-43
Epargne	0	0	66	66	50	50	15
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	29	29	393	393	0	0	393
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-12	0	0	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 944	7 063	51 661	51 433	47 706	47 707	3 727
Enseignement scolaire public du premier degré	2 200	2 201	15 605	15 596	14 554	14 554	1 042
Enseignement scolaire public du second degré	3 051	3 053	22 604	22 531	20 875	20 880	1 656
Vie de l'élève	725	782	5 149	5 114	4 820	4 807	294
Enseignement privé du premier et du second degrés	624	636	5 560	5 531	5 025	5 025	506
Soutien de la politique de l'éducation nationale	246	290	1 697	1 628	1 503	1 511	125
Enseignement technique agricole	99	102	1 045	1 034	930	930	104
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	907	905	6 301	6 111	5 957	5 947	154
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	676	663	4 664	4 561	4 458	4 445	104
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	80	94	600	585	568	569	17
Facilitation et sécurisation des échanges	151	148	1 036	965	931	933	34
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	276	249	1 027	998	1 082	1 133	-83
Immigration et asile	269	245	857	830	914	839	-84
Intégration et accès à la nationalité française	7	4	169	168	168	294	1
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	75	550	478	4 401	2 568	2 568	1 833
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	130	48	48	82
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	23	23	-23
Financement des investissements stratégiques	75	50	83	3 219	1 698	1 698	1 521
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	500	395	1 052	800	800	252
JUSTICE	866	1 051	6 865	6 997	6 531	6 531	466
Justice judiciaire	337	356	2 681	2 604	2 385	2 386	220
Administration pénitentiaire	349	497	2 620	2 897	2 595	2 595	303
Protection judiciaire de la jeunesse	66	91	692	619	592	592	27
Accès au droit et à la justice	46	48	453	450	550	550	-99
Conduite et pilotage de la politique de la justice	69	58	415	423	408	407	15
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	3	3	3	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	48	61	578	422	425	424	-3
Presse et médias	40	47	256	217	227	227	-11
Livre et industries culturelles	8	14	322	205	198	197	7
OUTRE-MER	246	116	1 871	1 471	1 432	1 432	39
Emploi outre-mer	40	34	1 245	1 021	1 079	1 079	-58
Conditions de vie outre-mer	206	82	626	450	353	353	97
PLAN DE RELANCE	-1	152	22	1 024	1 323	1 323	-299
Écologie	0	92	0	765	952	952	-188
Compétitivité	0	58	22	211	332	332	-122
Cohésion	-1	2	-1	49	38	38	10
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2024		Cumul à fin juillet 2023 retraité	Cumul à fin juillet 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	587	6 394	28 440	22 491	21 705	21 706	787
Formations supérieures et recherche universitaire	256	5 133	14 663	12 556	12 193	12 188	363
Vie étudiante	16	67	2 720	1 975	1 748	1 751	228
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	24	636	6 824	4 337	4 192	4 196	145
Recherche spatiale	0	0	1 607	1 226	1 213	1 212	14
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	257	450	1 598	1 595	1 508	1 508	87
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-3	79	598	486	501	501	-15
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	141	56	106	106	-50
Enseignement supérieur et recherche agricoles	38	30	289	259	244	244	15
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	8	591	5 638	4 078	4 060	4 046	19
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	2 837	2 808	2 809	29
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	132	721	526	536	536	-10
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	8	95	989	716	716	702	0
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	477	309	3 109	2 490	2 429	2 636	60
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	452	302	2 873	2 327	2 280	2 488	47
Concours spécifiques et administration	24	7	237	162	149	148	13
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	27 566	27 550	101 587	101 560	96 058	96 058	5 502
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	27 250	27 235	98 880	98 853	93 516	93 516	5 337
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	316	316	2 707	2 707	2 542	2 542	165
SANTE	85	19	1 491	1 186	1 908	1 908	-722
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	85	19	374	251	194	194	56
Protection maladie	0	0	1 117	936	942	942	-6
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	772	772	-772
SECURITES	2 162	2 156	14 438	14 243	13 235	13 117	1 008
Police nationale	1 103	1 128	7 632	7 600	7 023	6 944	577
Gendarmerie nationale	938	908	6 263	6 166	5 808	5 780	359
Sécurité et éducation routières	6	6	51	38	25	21	13
Sécurité civile	116	114	493	439	380	371	59
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	339	1 210	28 554	17 079	17 034	17 033	45
Inclusion sociale et protection des personnes	252	1 116	13 229	8 566	8 393	8 392	173
Handicap et dépendance	10	7	14 299	7 613	7 763	7 763	-150
Egalité entre les femmes et les hommes	17	20	36	32	23	23	10
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	60	67	990	868	855	855	12
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	133	176	1 184	1 021	997	997	24
Sport	21	67	444	330	268	268	62
Jeunesse et vie associative	82	79	696	558	510	510	48
Jeux olympiques et paralympiques 2024	30	30	44	133	219	219	-86
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	143	124	445	474	396	436	78
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	101	63	177	213	191	191	22
Transformation publique	7	18	48	77	49	73	28
Innovation et transformation numériques	12	6	22	11	4	4	7
Fonction publique	18	32	171	146	128	144	18
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	5	5	27	27	25	25	2
TRAVAIL ET EMPLOI	1 683	4 673	14 054	12 711	11 093	11 094	1 618
Accès et retour à l'emploi	457	744	4 254	4 244	4 253	4 253	-8
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 147	3 858	9 232	7 994	6 380	6 380	1 614
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	18	10	152	61	68	68	-7
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	61	416	411	392	393	19
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	61 153	73 460	391 785	375 648	370 437	370 738	5 211
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	33 903	46 225	292 905	276 795	276 921	277 222	-126

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin juillet		Ecart cumul
	Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	9 480	59 498	57 894	57 894	1 604
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	213	1 115	914	914	201
Impôt sur les sociétés (C)	1 349	48 078	46 430	46 430	1 648
Impôt sur les sociétés	1 273	46 866	45 636	45 636	1 230
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	76	880	795	795	86
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	332	0	0	332
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 929	14 617	16 127	16 127	-1 510
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	141	1 051	927	927	125
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	397	3 378	3 809	3 809	-431
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	75	75	-75
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	117	417	311	311	107
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	155	226	226	-71
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	14	13	13	0
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	21	17	17	4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	13	81	70	70	12
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	28	216	206	206	10
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	1 133	5 880	5 675	5 675	204
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	1	432	397	397	35
Taxe d'habitation sur les résidences principales	9	63	406	406	-343
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	48	2 534	3 583	3 583	-1 049
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	1	1	-1
Recettes diverses	36	372	407	407	-35
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 360	10 259	10 782	10 836	-523
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 555	106 783	106 138	105 891	645
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	6 265	24 739	21 997	21 997	2 742
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	51	241	308	308	-67
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	25	143	121	121	22
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	42	60	60	-19
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	676	2 561	2 278	2 278	283
Mutations à titre gratuit par décès	1 747	9 147	9 332	9 332	-185



	Mois	Cumul à fin juillet			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière	74	402	474	474	-72
Autres conventions et actes civils	48	291	264	264	26
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	63	357	362	362	-5
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	32	287	276	276	11
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	21	153	122	122	31
Timbre unique	17	142	216	216	-75
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	84	527	467	467	60
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	1 061	1 081	378	378	703
Autres taxes intérieures	1 484	3 990	2 064	2 064	1 925
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3	0
Amendes et confiscations	9	24	25	25	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	5	83	598	598	-515
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	34	41	41	-8
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	167	165	165	2
Autres droits et recettes à différents titres	0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	27	28	28	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	6	21	23	23	-2
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	278	1 648	1 477	1 477	171
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	86	540	531	531	9
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	48	239	216	216	22
Prélèvement sur les paris sportifs	99	574	495	495	79
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	69	67	67	2
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	277	808	529	529	279
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	50	517	498	498	20
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	37 151	265 089	260 283	260 089	4 806
TOTAL GENERAL (net)	9 916	166 236	166 767	166 573	-531

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)	682	3 755	2 692	2 692	1 063
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	65	662	712	712	-51
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	615	2 241	1 966	1 966	275
Autres dividendes et recettes assimilées	2	852	13	13	839
Produits du domaine de l'Etat (B)	111	995	852	852	143
Revenus du domaine public non militaire	76	587	307	307	279
Autres revenus du domaine public	0	1	3	3	-2
Revenus du domaine privé	8	231	309	309	-78
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	27	175	231	231	-56
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	300	975	1 437	1 437	-462
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	50	257	272	272	-15
Autres frais d'assiette et de recouvrement	92	551	617	617	-66
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	5	5	5	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2	0
Autres recettes diverses	157	161	541	541	-380
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	29	454	303	303	150
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	3	214	162	162	52
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	8	7	7	1
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	11	23	15	15	8
Intérêts des autres prêts et avances	0	122	40	40	82
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	11	63	50	50	13
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	17	28	28	-11



	Mois		Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)		134	1 003	1 018	1 018	-15
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers		0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence		4	198	138	138	60
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes		3	74	173	173	-99
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat		0	4	7	7	-3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires		126	672	646	646	27
Frais de poursuite		0	3	4	4	-1
Frais de justice et d'instance		1	4	4	4	0
Intérêts moratoires		0	0	0	0	0
Pénalités		0	2	2	2	1
Divers (F)		129	9 226	1 812	1 812	7 413
Reversements de Natixis		0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur		0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations		0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat		26	229	359	359	-131
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires		27	165	131	131	35
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion		1	7	8	8	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques		0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne		0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn		0	0	0	0	0
Frais d'inscription		1	4	4	4	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives		1	4	4	4	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires		1	4	4	4	0
Récupération d'indus		5	65	57	57	8
Recouvrements après admission en non-valeur		12	67	66	66	1
Divers versements de l'Union européenne		0	7 483	0	0	7 483
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits		7	36	23	23	13
Intérêts divers (hors immobilisations financières)		6	31	20	20	11
Recettes diverses en provenance de l'étranger		0	0	2	2	-2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)		0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées		0	0	0	0	0
Recettes accidentelles		34	280	240	240	39
Produits divers		-1	2	19	19	-17
Autres produits divers		11	507	341	341	166
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)		1 385	16 407	8 115	8 115	8 292



	Mois	Cumul à fin juillet			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juillet	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 796	-27 098	-27 398	-27 404	300
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 032	-16 993	-16 852	-16 857	-141
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-4	-4	-6	-6	3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 053	-4 324	-4 129	-4 129	-195
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-349	-561	-574	-574	13
Dotation élu local	-121	-121	0	0	-121
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-26	-26	-29	-29	3
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-2	-4	2
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	-296	-296	296
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	-511	-511	511
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-225	-1 648	-1 679	-1 679	31
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-187	-309	-304	-304	-5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-4	-3	-3	-1
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-62	-62	-62	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-169	-168	-259	-259	91
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-54	-53	-53	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-53	-53	-53	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	30	30	-29
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-566	-2 672	-2 609	-2 609	-63
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul 2024 / 2023 retraité	
	Juillet	2024	2023 retraité		2023 exécuté
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	0	0	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	-18	-26	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	-24	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	-15	-50	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 816	-12 595	-14 624	-14 624	2 030
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 613	-39 693	-42 022	-42 028	2 329
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	380	3 711	2 913	2 913	798
Fonds de concours - coopération internationale	123	527	447	447	80
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	503	4 238	3 360	3 360	878

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	13 540	6 392	48 030	51 718	51 718	47 017	50 122	50 122	-1 013	-1 596	-1 596	583	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	401	211	582	498	498	1 208	1 149	1 149	626	652	652	-26	
Développement agricole et rural	4	4	18	37	37	125	127	127	107	90	90	17	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	39	31	166	156	156	220	220	220	54	64	64	-10	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	35	26	163	201	201	202	321	321	39	120	120	-81	
Participations financières de l'Etat	7 116	527	8 140	13 976	13 976	7 425	11 781	11 781	-715	-2 195	-2 195	1 480	
Pensions	5 944	5 593	38 961	36 850	36 850	37 837	36 523	36 523	-1 124	-327	-327	-797	
Comptes de concours financiers	12 696	7 512	79 663	76 079	76 079	53 299	49 348	49 348	-26 365	-26 731	-26 731	366	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	330	0	2 328	2 226	2 226	5	47	47	-2 323	-2 179	-2 179	-144	
Avances aux collectivités territoriales	12 232	6 976	75 185	71 827	71 827	51 296	47 478	47 478	-23 889	-24 349	-24 349	460	
Prêts à des Etats étrangers	10	156	407	464	464	366	325	325	-41	-140	-140	99	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	25	2	193	393	393	44	262	262	-149	-131	-131	-18	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	100	378	1 550	1 170	1 170	1 587	1 237	1 237	37	67	67	-31	
Comptes de commerce	8 143	8 044	41 242	47 749	47 749	41 270	48 229	48 229	29	481	481	-452	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	113	17	556	616	616	715	726	726	159	110	110	49	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	15	122	112	112	114	105	105	-8	-6	-6	-2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	607	1 616	1 616	607	1 616	1 616	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	68	45	474	381	381	514	437	437	40	55	55	-15	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	7 796	7 647	38 471	43 726	43 726	38 326	43 737	43 737	-145	11	11	-156	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	4	5	5	4	3	3	0	-2	-2	2	
Opérations commerciales des domaines	7	14	42	40	40	68	71	71	26	31	31	-5	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	4	19	18	18	18	15	15	-1	-3	-3	2	
Soutien financier au commerce extérieur	137	301	946	1 232	1 232	905	1 518	1 518	-41	286	286	-327	
Comptes d'opérations monétaires	154	110	665	142	142	294	891	891	-370	749	749	-1 119	
Emission des monnaies métalliques	1	31	61	63	63	115	139	139	55	76	76	-21	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	149	77	594	52	52	175	745	745	-419	694	694	-1 112	
Pertes et bénéfices de change	5	2	10	28	28	3	8	8	-6	-20	-20	14	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	34 533	22 058	169 599	175 688	175 688	141 880	148 592	148 592	-27 719	-27 097	-27 097	-623	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	34 384	21 981	169 005	175 637	175 637	141 705	147 846	147 846	-27 301	-27 790	-27 790	490	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2024

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2024	
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		456	-96	359	
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10	
		La Poste	0	0	0	
		Divers organismes à caractère financier	5 915	304	6 219	
	Total organismes à caractère financier			6 381	207	6 589
	CEPL	Régions		1 768	-654	1 114
		Départements		8 968	-2 952	6 016
		Communes		31 023	-1 705	29 318
		Etablissements publics de coopération intercommunale		19 394	-1 281	18 113
		Etablissements sociaux et médico-sociaux		2 241	-186	2 055
		Autres		9 692	-38	9 654
	Total CEPL			73 086	-6 816	66 271
	Etablissements publics de santé			8 361	-966	7 395
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif		20 972	-1 202	19 769
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		19 764	442	20 206
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		5 318	3 622	8 941
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		2 514	-299	2 215
		Total établissements publics nationaux			48 568	2 563
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger			7 564	-874	6 690
	Union européenne			3 650	-924	2 727
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie		6 064	44	6 108	
	GIP		2 103	247	2 350	
	EPL		2 773	680	3 453	
	Autres correspondants		3 321	-305	3 016	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		131	-131	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			14 392	534	14 926	
Total Dépôts de fonds du Trésor			162 003	-6 275	155 728	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		2 420	974	3 394	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		110	43	153	
	Intérêts courus sur comptes à terme		33	-33	0	
	Total Comptes à terme			2 563	984	3 547
Total Passif (A)			164 566	-5 291	159 275	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0	
Total Actif (B)			0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)			164 566	-5 291	159 275	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	142 613	2 572 597
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	112 790	2 373 557
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	112 790	2 373 557
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	90 292	2 079 697
- <i>taux variable</i>	271 362	22 498	293 860
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	29 823	199 040
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	29 823	199 040
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 731	28 636
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	139 882	2 601 233



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.